



GRUPE UCA - MAJORITÉ MUNICIPALE (LR, UDI, MODEM ET SANS ETIQUETTE)

Renault, faire vivre hier et demain

En 2020, à l'annonce de la fermeture de l'usine Renault de Choisy-le-Roi, nous étions aux côtés des salariés à défendre leurs intérêts et à nous engager dans la lutte qui était la leur.

Rapidement, le projet du site de Flins dans les Yvelines est devenu une réalité concrète et sans retour. Un choix stratégique du groupe Renault que nous regrettons mais avons accepté pour mieux préparer l'avenir.

Depuis plus d'un an, des négociations entre Renault, le directeur de l'usine et ses équipes, les syndicats et les salariés sont engagées. L'engagement d'avoir un suivi attentif et personnalisé pour chaque salarié a notamment permis de conclure les accords sociaux.

Durant toute cette période, nous avons été en relation constante avec les syndicats et la direction du groupe Renault, soucieux avant tout de l'avenir des salariés. Le combat de tous était de préparer l'après de chaque salarié, pas à pas et respectueusement. Aujourd'hui, les employés du site de Choisy ayant un très bon niveau de qualification et étant à l'avant-garde de l'économie circulaire, le travail RH arrivera dans quelques mois à son terme. La ville de Choisy a d'ailleurs proposé de participer aux parcours professionnels de certains salariés.

Parallèlement au travail de ressources humaines du groupe Renault, avec nos différents partenaires du territoire, nous avons lancé une étude de requalification du site pour envisager les perspectives d'avenir.

Le site Renault est exceptionnel. Rempli d'histoire, en bord de Seine sur plus de 14 hectares.

Aussi, se laisse-t-on aller à rêver de faire vivre hier et demain... En imaginant par exemple l'installation un musée de la voiture populaire, tout en accompagnant un vaste projet de développement économique rayonnant sur tout le territoire. Nous surferions sur l'économie circulaire via la filière du jouet ou de la mode... Tout en développant le transport fluvial, tant pour le fret que pour le tourisme.

Mais revenons à la réalité et à notre quotidien.

Ici et maintenant, il est déterminant d'entretenir de bonnes relations partenariales avec Renault. C'est ainsi que nous avons rencontré plusieurs fois le directeur de l'usine, travaillé avec la direction des relations institutionnelles du groupe ou encore, il y a quelques semaines, rencontré le Président du groupe Renault, Monsieur Senard, en présence du Sénateur Christian Cambon. Le Président se dit ouvert aux propositions que nous pourrions lui faire. Aucune décision n'est encore prise et elle sera, quoi qu'il arrive, concertée avec les élus.

Comme dans toute bonne négociation, « l'euro symbolique » s'est invitée dans la conversation ! Mais plus réalistement, la ville a clairement affiché son intention d'achat du terrain via un établissement public foncier. Un intangible en tout cas : devenir propriétaire du terrain, garder la maîtrise grâce au PLU. Si ensuite Renault souhaite faire un noble geste pour la ville, nous l'accepterons bien volontiers !

**GRUPE UCA - MAJORITÉ MUNICIPALE
(LR, UDI, MODEM ET SANS ETIQUETTE)**

GRUPE DES ÉLU·E·S ÉCOLOGISTES ET CITOYEN·NE·S

La santé n'est pas une variable d'ajustement

Comme partout ailleurs, les écoles de Choisy-le-Roi subissent la propagation rapide du variant omicron, et comme partout ailleurs, les équipes pédagogiques, les équipes de restauration et d'entretien, et les équipes d'animation sont sous tension pour maintenir les écoles ouvertes, les réfectoires ouverts, et les centres de loisirs ouverts.

C'est une véritable gageure que d'y arriver, et nous saluons ici l'ensemble des acteurs qui y participent. Leur sens du service public est indéniable.

Les parents jouent également un rôle essentiel dans la gestion de cette pandémie et la grande majorité d'entre eux sait se montrer coopérante et responsable, il faut le souligner. Les familles aussi ont à gérer des protocoles changeants rapidement, pas toujours compréhensibles et communiqués souvent à la dernière minute.

La grève massive des personnels de l'Éducation Nationale du 13 janvier dernier a amené le gouvernement par la voix de JM Blanquer à débloquent une aide financière-et malgré tout insuffisante- pour que les collectivités équipent leurs écoles de capteurs de CO2.

Les écologistes estiment que les capteurs de CO2 font partie intégrante des dispositifs nécessaires à la lutte contre la pandémie. À ce titre, nous estimons que cela devrait être à

l'État, en charge normalement de la sécurité sanitaire, de fournir et d'installer des capteurs de CO2 dans les classes et les réfectoires.

Nous déplorons l'improvisation permanente du ministère de l'Éducation Nationale dans sa gestion de la pandémie, alors que l'on serait en droit d'attendre un peu plus d'anticipation de sa part. Il s'agit d'enfants, d'adolescents et d'étudiants à qui il manque des heures d'enseignement pour cause d'absence de professeurs remplaçants, toujours pas recrutés.

Nous déplorons que les demandes légitimes des AESH d'avoir un salaire à la hauteur de leur engagement auprès des enfants porteurs de handicap, et un statut leur offrant une meilleure stabilité professionnelle ne soit toujours pas pris en compte par gouvernement.

Nous déplorons que la décision prise au niveau national, et que nous appuyons, de maintenir les écoles ouvertes, ne soit pas accompagnée d'une vraie aide financière, humaine et logistique, pour pouvoir l'appliquer. La santé des enfants, de leurs familles et des personnels, agents municipaux ou de l'Éducation Nationale ne saurait être une variable d'ajustement.

GRUPE DES ÉLU·E·S ÉCOLOGISTES ET CITOYEN·NE·S

UNION DE LA GAUCHE COMMUNISTE, SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET CITOYENNE

École ouverte oui mais comment

Le jeudi 13 janvier, une grève nationale des personnels de l'éducation nationale a mis en lumière des revendications légitimes des agents qui, depuis le début de la crise, sont au front. Les principales revendications ont été :

- Fourniture masques protecteurs (chirurgicaux et FFP2 en maternelle là où les élèves ne sont pas masqués)
- La concertation préalable des personnels avant la diffusion des protocoles sanitaires
- Le recrutement massif de remplaçants

Le fait que le gouvernement ait laissé les écoles ouvertes est une bonne chose, mais dans la réalité et par un manque de préparation certain, la première semaine d'école de l'année a été cauchemardesque pour le personnel, pour les enfants et pour les parents qui devaient faire tester pas moins de 3 fois leurs enfants pour qu'ils puissent revenir à l'école s'ils étaient cas contact.

Des annonces ont été faites mais peu de moyens ont été mis en œuvre pour appliquer ce protocole (pénurie d'autotests dans les pharmacies...)

Résultat : des écoles totalement désorganisées, des enseignants et directeurs d'école transformés en contrôleurs de tests, des classes quasi vides avec des allers et retours empêchant tout apprentissage sérieux pour les élèves.

Il faut le dire, il y a eu une incompréhension totale du protocole, un épuisement des personnels qui, non content de subir le gel du point d'indice depuis plus de 10 ans, ont été méprisés par les propos d'un ministre à la veille de la grève «on ne fait pas grève contre un virus».

Rappelons que cette grève a reçu le soutien de la plus importante fédération de parents d'élèves la FCPE, les parents excédés de devoir quitter sans arrêt leur travail subissant des queues interminables dans les laboratoires et pharmacies pour tester leurs enfants. Si l'on voulait accroître les écarts entre les élèves et ruiner l'idée même d'école publique, on ne s'y prendrait pas autrement. Un « quoi qu'il en coûte » hors de prix en termes de démotivation des personnels, des élèves et des parents. Choisy-le-Roi ne fait pas exception. Nos écoles et collèges ont été aussi désorganisés. Les parents ont dû faire face aux incessants allers-retours entre leur travail, l'école et la pharmacie. Tout cela a donc généré un ras le bol général. Même si nous savons que nos collectivités locales ne sont pas responsables de la désorganisation et du désinvestissement dans l'éducation nationale, l'État subventionne l'achat d'équipements tels que des capteurs CO2 pour les écoles et collèges. Qu'en est-il dans notre commune ? Sont-ils opérationnels et le personnel est-il formé à son utilisation ? Pour conclure, nous soutenons sans réserve les revendications des personnels de l'éducation nationale. Nous savons qu'à l'heure où ce billet est publié, des promesses ont été faites par le ministre de l'Éducation Nationale, espérons que celles-ci seront tenues car il en va de la santé et de la sécurité des enseignants et des enfants.

POUR L'UNION DE LA GAUCHE COMMUNISTE, SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET CITOYENNE - SÉBASTIEN HUTIN - CONSEILLER MUNICIPAL - PARTI SOCIALISTE